

# Jeannine Verdès-Leroux



## LA LUNE ET LE CAUDILLO

Le rêve des intellectuels et le régime cubain

(1959-1971)



**L'ARPEUR**

Extrait de la publication









© *Éditions Gallimard, 1989.*

Extrait de la publication

## INTRODUCTION

Sous le titre « Des intellectuels français et étrangers rompent avec le régime cubain », *Le Monde* publia, le 22 mai 1971, une lettre réunissant plus de soixante noms dont beaucoup étaient célèbres – ainsi Sartre et Simone de Beauvoir. Cette lettre signifiait à Fidel Castro la « honte » et la « colère » des signataires après qu'ils eurent pris connaissance de la « pénible parodie d'autocritique » d'Heberto Padilla. Celui-ci avait été arrêté à la fin du mois de mars, et Fidel Castro avait fait savoir qu'il en prenait la responsabilité personnelle; il avait averti que les faits dans lesquels le poète était impliqué soulèveraient l'indignation quand ils seraient dévoilés. Beaucoup d'écrivains connaissaient Padilla et cette arrestation les inquiéta. Tout en répétant leur solidarité avec les « principes et les objectifs » du régime, ils exprimaient une crainte : des mesures répressives contre des intellectuels ayant exercé le droit de critique « dans la révolution » allaient avoir des répercussions « parmi les forces anti-impérialistes mondiales » (*Le Monde*, 9 avril 1971). Cinq semaines après avoir été arrêté, Padilla fut libéré après avoir remis aux autorités une autocritique qui fut diffusée d'abord à l'étranger. Il se disait contre-révolutionnaire, menteur, difamateur et affirmait avoir trompé ses interlocuteurs occidentaux en « déchargeant son venin » contre la Révolution pour des motifs vils : gagner de la popularité parmi les « soi-disant » libéraux et démocrates. Car, « infatué » de lui-même, longtemps aveugle, l'auteur de *Hors Jeu*<sup>1</sup> voyait maintenant et proclamait que ce qu'il était en train d'écrire n'avait aucune valeur « intellectuelle et humaine »; il s'était trouvé

sur le « chemin de la destruction morale et physique » mais son arrestation lui avait heureusement donné le courage de « confesser ce qu'il y avait d'ignoble, d'injuste, d'indigne » dans sa position (*Le Monde*, 29 avril 1971).

En lisant cela – qui n'était pas nouveau à Cuba, ce qui l'était, c'est qu'il s'agissait d'un écrivain reconnu – les intellectuels révolutionnaires de France et d'ailleurs (il y avait parmi eux Carlos Fuentes, Juan Goytisolo, Alberto Moravia, Pier-Paolo Pasolini, Mario Vargas Llosa) s'émurent : ils reconnaissaient dans un tel ton, dans une telle pratique, quelque chose des moments « les plus sordides » du stalinisme. Révoltés par cette atteinte à la dignité humaine, ils adju-raient la révolution cubaine de *revenir* à ce qui leur avait longtemps fait considérer cette révolution « comme un modèle au sein du socialisme » (22 mai 1971). Après la réponse de Fidel Castro, les traitant d'« agents de la C.I.A. et des services d'espionnage de l'impérialisme » et leur interdisant l'entrée de Cuba « indéfiniment, pour un temps indéfini et infini <sup>2</sup> », cette révolution allait-elle être réévaluée ? En fait, ce fut surtout le silence, succédant à ce que les intellectuels eux-mêmes, dans leur lettre de rupture, avaient qualifié de défense « véhémente » du socialisme cubain, en rappelant à Fidel Castro les services qu'ils lui avaient rendus.

Quelques années plus tard, certaines réactions face à un roman, *La 7<sup>e</sup> Mort du Che* (Albin Michel, 1976), montrèrent que Cuba jouissait toujours d'un privilège singulier. L'auteur était un diplomate qui avait été en poste à Cuba ; il avait écrit sous un pseudonyme (Joseph Marsant) un roman policier très politique. Che Guevara y était présenté comme un condottiere, ayant conduit l'économie à de graves échecs, et dont la vraie passion ne pouvait s'assouvir que dans l'embuscade, le combat dans l'ombre, bref comme un homme dissimulant mal des instincts de fauve et de tueur. Le roman était centré sur des actions de la police secrète, combattant de manière implacable et rusée des opposants bien organisés, eux-mêmes sans scrupules. Ce n'était pas un grand roman, mais un récit très bien mené qui montrait une connaissance personnelle de Cuba. *Le Monde* parla de « caricature » du genre historico-romanesque, de « considérations racoleuses », de quelque chose d'« à peine un peu moins lourdaud » que *S.A.S.* (J.-C. Guillebaud, 16 juillet 1976).

*L'Unité* fut scandalisée : plus encore que de discréditer Guevara, ce diplomate masqué s'efforçait de « souiller » un système bien vivant, et il n'avait d'autre message d'amitié pour le « peuple cubain » que ce « torchon » (28 juillet 1976). Quant au *Canard enchaîné*, il considéra que ce « Monsieur Marsant » aurait dû « ou se taire, ou démissionner » (26 mai 1976), ce qui n'était guère un jugement littéraire, encore moins un franc respect de la liberté d'expression. Rien n'était permis quand il s'agissait de Cuba : l'emploi du mot souiller dans le journal socialiste renvoyait au crime de lèse-révolution. Pour la gauche non communiste, Guevara était réputé sacré ; ainsi une émission des *Dossiers de l'écran* sur Guevara – toujours précédée d'un film, comme l'on sait – suscita dans *Le Monde*, en 1973, des réactions d'ayatollah : « Comment a-t-on osé ? » écrivait d'entrée de jeu la journaliste, qui poursuivait : « On n'avait pas le droit de montrer... » A lire l'article, on ne sait ce que montrait en fait ce film : il était une « offense <sup>3</sup> » et, quelques jours plus tard, des lecteurs demandaient qu'elle soit « réparée », que la vérité soit « rétablie <sup>4</sup> ». C'était une caricature, on aurait dû projeter à la place les films de Chris Marker ou d'Agnès Varda, s'indignant la journaliste. Que le film n'épouse pas le mythe révolutionnaire était jugé intolérable. Peut-être était-il mauvais, peut-être disait-il simplement que Guevara aimait la guerre et les armes, était un aventurier ? Qu'importait : « on n'avait pas le droit » de montrer un Guevara qui ne soit pas positif (pas plus que d'imaginer que le Christ ait eu d'ultimes tentations fort humaines, ou de parler avec irrespect des épouses de Mahomet <sup>5</sup>).

Bien plus tard, le récit par Armando Valladares de son périple de vingt-deux ans dans les prisons cubaines (*Mémoires de prison*, Albin Michel, 1986) suscita certaines émotions et des constatations. Un journaliste du *Monde* écrivit : « ... un journal au pays de l'horreur et de l'iniquité ; pour les inconditionnels de la révolution castriste, la découverte, peut-être, d'un univers qu'ils préféreraient ignorer ; pour ses adversaires, la confirmation de ce qu'ils savaient déjà, au moins par fragments (...) un monde où toutes les règles d'élémentaire humanité sont jetées aux oubliettes (...) le réquisitoire porte, et il est difficile à réfuter » (Jean-Claude Buhner, *Le Monde*, 26 septembre 1986). Comment la presse va-t-elle

réagir face au témoignage de Jorge Valls évoquant ses 7 340 jours dans les prisons de Castro, et le monstrueux procès de Marcos Rodríguez (de 1964)? Les exécutions, les violences ininterrompues, les privations, les brimades, la présence d'enfants de onze ou neuf ans aux côtés de vieillards épuisés et maltraités dans les prisons, les agonisants abandonnés sans soins, les nombreux suicidés, les emprisonnés devenant fous, les recondamnations sans jugement, etc. : devant tout cet innommable raconté si simplement, que sera-t-il dit? Certains maintiendront-ils que, malgré ces « atteintes » aux Droits de l'Homme, le régime est bien intentionné, qu'il soigne et éduque? Outre qu'il soigne très mal et qu'il endoctrine, il ne fut jamais bien intentionné : « Tôt ou tard, on serait jeté au cachot. Au nom d'un nouveau principe qui voulait que tout citoyen – au moins un dans chaque famille – ait fait l'expérience de la prison politique. Ainsi, chacun ayant été progressivement dompté, tous devaient accepter l'asservissement comme un moindre mal<sup>6</sup>. » Très rapidement, Castro réalisa ce que résume Jorge Valls : « Cuba était devenu une police politique avec une république autour » (*op. cit.*, p. 139).

Depuis un certain temps, la presse de gauche a renoncé à publier des récits de voyage extasiés, des reportages qui ne connaissaient que le point de vue officiel, comme si le rappel de Barington Moore n'avait pas une portée générale, absolue : « Pour tous ceux qui étudient la société humaine, la sympathie envers les victimes des processus historiques et le scepticisme à l'égard des clameurs des vainqueurs fournissent d'indispensables garde-fous contre le risque d'être absorbé par la mythologie dominante<sup>7</sup>. » Ce sont les récits, limités au point de vue des vainqueurs, qui avaient donné au régime castriste son immense popularité.

La Révolution cubaine avait suscité trois vagues d'enthousiasme. La première, naissant avec le nouveau régime, avait trouvé son expression indépassable dans des écrits et propos de Jean-Paul Sartre. Le reportage publié d'abord par *France-Soir*, « Ouragan sur le sucre », avait été édité à Cuba en 1960; tout le monde le connaissait, le répétait, et il n'y avait pas besoin de l'avoir lu pour connaître les bonnes pages sur la démocratie directe et la limonade tiède, ou sur l'engagement pris par Castro de donner la lune aux Cubains, s'ils

en avaient besoin <sup>8</sup>. La deuxième vague avait été déclenchée par le révolutionnarisme, théorique et pratique de Guevara, surtout à partir du moment où, à Alger (février 1965), il avait « exigé » que les pays socialistes paient le développement des pays s'engageant sur la voie de la libération. Plus tard, son appel à « Créer deux, trois..., de nombreux Vietnam » (mai 1967) puis sa mort en Bolivie s'ajoutèrent pour en faire un des grands mythes du xx<sup>e</sup> siècle. Dans un hommage dont le ton surprend vingt ans après, Michel Bosquet avertissait les « colonels latino-américains et les instructeurs yanquis » que, s'ils espéraient un ralentissement des luttes après cette mort, ils feraient « la même erreur que commirent les Romains quand, il y a quelque mille neuf cent trente ans, ils exécutèrent, en même temps que deux bandits, un agitateur juif dont les idées ont fini par triompher du plus grand empire de l'histoire » (*Le Nouvel Observateur*, 1<sup>er</sup> novembre 1967). Aux images d'un Che radieux et d'un Che inspiré qui avaient circulé partout, se superposa l'image d'un cadavre mis en scène, suggérant Mantegna ou Rembrandt, imposant toujours une parenté avec le Christ, comparaison rabâchée par la presse. C'est surtout parmi la jeunesse, et plus étroitement la jeunesse étudiante des pays riches et pauvres, que le mythe atteignit son paroxysme. La troisième vague procubaine fut mise en mouvement par le pouvoir en place : Salon de Mai à La Havane en août 1967, et surtout Congrès culturel de janvier 1968. La « pléthorique » délégation française, comme écrivit Daniel Guérin qui en faisait partie, reçut des « avalanches de cadeaux », « banquetta à ciel ouvert », bref, fut choyée et elle revint « au bercail avec au cœur l'amour de Cuba <sup>9</sup> ». Elle fut éblouie par ce socialisme à visage si humain, quelques mois avant que Castro condamne le Printemps de Prague. Alors que depuis près de dix ans, il criait à propos de tout : « La Patrie ou la Mort ! » et s'était proclamé le champion de l'indépendance des peuples, il approuva l'entrée des chars russes en Tchécoslovaquie et il expliqua qu'il fallait dans ce cas changer son point de vue : « ... ce que nous ne pourrions pas dire ici, c'est que la souveraineté de l'État tchécoslovaque n'a pas été violée. Ce serait une fiction et un mensonge. (...). La seule justification possible est le fait politique en soi, à savoir que la Tchécoslovaquie se dirigeait vers une situation contre-révolutionnaire »

(discours du 23 août 1968). Mais quelques mois auparavant, de nombreux intellectuels « croyaient » encore aux « réalisations » cubaines, à la bonne Révolution enfin trouvée, et ils confièrent à la presse cubaine leur émerveillement, leur solidarité totale et leurs encouragements à la lutte armée en Amérique latine. Ils rentrèrent réchauffés, mais malheureux. Dionys Mascolo écrivit : « S'il est dit que nous devons surmonter la tentation de fuir, de rejoindre une révolution qui pour l'essentiel est déjà faite (...) et que nous devons réintégrer la misère européenne, la question se pose, terriblement à distance de toute ébauche de réponse : Que faire ici ? Que faire pour parvenir à vivre ici (...) quelque chose des exigences qui sont en cours à Cuba <sup>10</sup> ? » A peu près seul, tout au moins pour l'écrire (à compte d'auteur), Daniel Guérin revint un peu déçu, jugeant que le « paradis terrestre décrit par certains intellectuels français, naïfs et superficiels, après un court séjour dans un palace de La Havane, ne correspond pas tout à fait à la réalité <sup>11</sup> ».

Les journalistes et les intellectuels ne connaissaient en fait guère ce qu'ils célébraient et ils n'avaient pas cherché à savoir. On ne trouve à peu près rien dans les journaux et livres français sur ce qui se passait réellement à Cuba <sup>12</sup>. C'était le Paradis, c'est-à-dire un lieu qui suscite peu de grandes œuvres. Les invités écoutaient la propagande du pouvoir et la reproduisaient, sans critiquer ce qu'on leur avait dit, ni le comparer à quoi que ce soit : ni aux opinions des Cubains – ils n'avaient pas pu leur parler –, ni au passé de Cuba : à peine savaient-ils que Cuba avait existé longtemps avant que Castro descende de la Sierra. Ils avaient seulement entendu raconter la version castriste de l'histoire toute récente, celle qui avait poussé Castro à l'assaut de la caserne Moncada (26 juillet 1953), au débarquement du *Granma* (2 décembre 1956), puis à la guerre de guérilla dans les hauteurs inhospitalières de la Sierra. Cette histoire était très noire : on leur avait dit, et ils le répétaient, qu'il y avait eu un dictateur nommé Batista, stupide, méprisable (Sartre parla d'un « analphabète imbécile », d'un « chimpanzé », p. 103 et p. 104), qui régnait sur un pays plongé dans une misère extrême, pullulant d'analphabètes, et que ce dictateur corrompu avait fait assassiner 20 000 personnes, sans qu'on sache dans quelles conditions. Bref, c'était un pays arriéré –

Sartre nota le slogan qu'il avait lu : un retard de soixante ans –, n'ayant jamais connu la démocratie : par simple ignorance, le journal des Amitiés franco-cubaines, *Cuba sí*, qualifia un jour le président Prío Socarrás de « dictateur<sup>13</sup> » : c'était un président constitutionnel (1944-1948), élu face à plusieurs adversaires, respectueux des libertés civiques au point que certains, après coup, ayant vu comment la démocratie avait fini à Cuba, parlèrent d'abus de la liberté sous cette présidence, et la précédente<sup>14</sup>. Les amis de Cuba semblaient avoir besoin d'un passé qui aurait toujours été ténèbres et abrutissement, afin de mieux éclairer le présent ; Simone de Beauvoir, rendant compte des certitudes qu'elle s'était formées au cours de son voyage, signala, en passant : « même les gens cultivés le sont très peu » (*Le Nouvel Observateur*, 7 avril 1961). Les amis de la nouvelle Cuba n'avaient pas forcément grande estime pour les Cubains. S'étant forgé une image des Cubains comme peuple d'attardés, ces intellectuels de gauche n'avaient pas de peine à admettre qu'il fallait les brusquer, leur dire ce qu'ils devaient penser, ce qu'ils devaient vouloir et vouloir faire. Fidel Castro n'avait-il pas dit à K.S. Karol qu'il n'y avait même pas 1 % de révolutionnaires en 1959 ? Et il fallait qu'il fasse « sa » révolution avec « cela ». « Il paraît que l'autre jour Fidel aurait déclaré à une délégation soviétique (...) Pensez aussi que c'est avec ces gens-là que je dois mener à bien la Révolution », rapportait Anne Philipe dans *Le Monde* (2 janvier 1963). Ces gens-là : en l'occurrence des chauffeurs de taxi. Il paraissait donc normal que Fidel Castro eût avec les paysans – ses paysans – un rapport inusuel : « il les grondait, et toujours il leur demandait de faire mieux », expliquait Simone de Beauvoir (*Le Nouvel Observateur*, 7 avril 1961).

Sans entrer dès maintenant dans le détail, sans présenter les documents probants qui viendront par la suite, il faut rectifier sur quelques points l'image misérabiliste de l'ancienne Cuba. Dans *Les Temps modernes*, en 1959, Eléna de La Souchère avait affirmé que le niveau moyen de vie à Cuba était « l'un des plus faibles du monde<sup>15</sup> » et en 1968, dans *Le Nouvel Observateur*, Michel Bosquet écrivait qu'on lui avait rappelé à Cuba les « abîmes du sous-développement » de l'époque prérévolutionnaire (28 février 1968). De tels propos ont souvent été tenus, mais ils sont faux : Cuba, avec ses

déséquilibres économiques, son chômage, ses inégalités, son décalage considérable villes/campagnes..., occupait en 1952 le 3<sup>e</sup> rang parmi les 20 pays d'Amérique latine, pour le produit national brut par habitant; en 1981, Cuba était tombée au 15<sup>e</sup> rang, n'ayant plus derrière elle que le Nicaragua, le Salvador, le Honduras, la Bolivie et Haïti <sup>16</sup>.

Ce pays, beaucoup moins retardataire que le disaient les intellectuels de gauche, était-il mené par un dictateur « analphabète imbécile »? Dictateur, oui : Batista était revenu au pouvoir en mars 1952 par un coup d'État, sans violence, mais un coup d'État. Analphabète : que voulait donc dire Sartre? Batista, métis, d'origine carrément pauvre, était un sous-officier sans instruction quand il avait mis à profit la « Révolution de 1933 » pour se faire porter au premier plan de la scène politique. Il y avait là une adresse que ses opposants les plus fermes reconnurent. Ainsi en est-il de Pablo de la Torriente Brau, membre de l'« Aile gauche étudiante »; en 1936, peu avant sa mort en Espagne dans les rangs des Brigades internationales, il écrivait à un ami : « Si nous lui dénions le courage personnel, nous ne pouvons nier ses autres qualités de dirigeant. Il a l'imagination d'un sténographe, c'est-à-dire la capacité d'interpréter rapidement un signe trompeur, un paragraphe dépourvu de sens, ou, en politique, une situation difficile. D'un autre côté, il a les attributs d'un démagogue : c'est un bon orateur, un homme de projets, il connaît le secret du sourire et de la poignée de main. Il s'est lui-même construit, imposé, et perfectionné (...). Il est sans aucun doute devant une situation difficile et nous ne devrions pas oublier qu'à Cuba, aujourd'hui, il est peut-être l'homme politique le plus habile, qu'il sait résoudre les problèmes, et qu'au moment de mesurer ses forces, il n'oublie jamais de mesurer celles de ses adversaires <sup>17</sup> ». La carrière politique de Batista comprend quatre phases : le jeune sergent, vite porté au sommet de l'armée en utilisant les troubles de l'année 1933, se consacra d'abord, sans aucun ménagement mais sans rancœur personnelle, à la répression de ces troubles. A partir de 1935, toujours à son poste de chef de l'armée, il fit et défit les présidents; il légalisa le parti communiste, le mouvement syndical et il dota le pays d'une importante législation sociale. Son alliance avec les communistes était, pour lui comme pour eux, un bon compromis : il avait ainsi trouvé

une base; en échange, il les reconnut, mit dans leurs mains la Confédération des travailleurs cubains (C.T.C.) et il accorda de réels avantages au monde ouvrier. En 1940, le soutien actif du parti communiste permit à Batista d'être élu président de la République et un peu plus tard, il appela deux communistes, Juan Marinello et Carlos Rafael Rodríguez, au gouvernement.

Par une lettre publique, souvent évoquée, toujours ridiculisée et condamnée – on en parlera –, les communistes cubains saluèrent l'« œuvre » de Batista, lorsqu'il quitta la présidence en 1944 : « Nous avons commencé notre collaboration avec vous au milieu de 1938, quand vous étiez encore chef de l'armée constitutionnelle (...). En 1940, dans une des campagnes électorales les plus acharnées et chaudes que notre pays ait connues, nous avons contribué à votre élection par notre soutien enthousiaste, par la mobilisation de notre parti et par nos votes. Depuis 1940, notre parti a été le soutien le plus loyal et le plus ferme des mesures gouvernementales, le plus actif instigateur de votre plate-forme enthousiasmante, pour la démocratie, la justice sociale, et la défense de la prospérité nationale. (...) Dans le bilan de vos actions présidentielles, les grands travaux, les mesures progressistes et les prises de position démocratiques brillent avec tant d'éclat qu'elles laissent dans l'ombre, comme un héritage du passé, les quelques taches qui auraient pu ternir votre action. Bien que toutes nos attentes n'aient pas été remplies, nous sommes satisfaits de notre collaboration et fiers du soutien que nous vous avons apporté (...). Au moment où vous quittez la présidence, nous voulons réaffirmer que vous avez notre affection, notre respect et notre estime pour vos principes d'homme d'État démocratique et progressiste <sup>18</sup>. » Ce texte qui dresse un bilan des mesures de « justice sociale » de Batista confirme l'habileté politique de celui-ci : homme seul, inconnu en 1933, sans atout, il avait su trouver des soutiens efficaces et pratiquer une politique réformiste. Le réformisme peut en effet s'allier avec l'autoritarisme : Batista ne fut pas, même après son coup d'État, un dictateur hispano-américain classique. Le coup d'État, puis son incapacité de répondre autrement que par une répression croissante et sauvage aux oppositions qui, surtout à partir de 1956, s'exprimèrent par le terrorisme urbain et la lutte

armée, ont été dramatiques très directement et par leurs conséquences; le personnage politique ne peut cependant être défini par les insultes de Sartre et d'autres.

Une des critiques majeures portée par Fidel Castro contre Batista, et répétée sans examen, concerne l'analphabétisme. La manipulation des chiffres atteint ici un degré voyant. A lui seul, Claude Julien a fourni plusieurs chiffres : dans *France Observateur*, en 1959 (le 8 janvier) : 23 %; dans le même journal, en 1961 (le 7 avril) : 34 %; dans *Esprit*, au même moment (avril 1961) : 50 %; dans *Le Monde*, en 1965 : 45 % (7-8 mars). Simone de Beauvoir, interviewée précisément par Claude Julien, parlait de 50 à 55 %. (*France Observateur*, 7 avril 1960.) Légèreté, absence de réflexion sur ce qu'est un processus d'alphabétisation? Ceux qui donnaient ces chiffres élevés croiront avec la foi du charbonnier que Fidel Castro avait éradiqué l'analphabétisme en huit mois... Qui alors aurait pu assurer cette alphabétisation brûlant toutes les étapes? Les recensements, les statistiques rassemblées par l'O.N.U., des travaux publiés dans les années 1950, convergent sur deux constats : de 1943 à 1949, l'analphabétisme avait été à peu près stable (22,08 et 21,46 %); et il remonta ensuite légèrement : un nombre croissant de jeunes échappaient à l'école et cela fut déploré dans la presse au moment même. En 1953, dernière année pour laquelle on dispose de sources fiables, l'analphabétisme était évalué à 23,6 %<sup>19</sup>. C'est le chiffre de 23 % que le ministre de l'Éducation, Armando Hart, donna dans un article publié en 1963 par la revue communiste française *Démocratie nouvelle* (n° de juin, p. 44), et c'est ce chiffre de 23,6 % que Fidel Castro a indiqué dans son rapport au I<sup>er</sup> Congrès du parti communiste cubain, en 1975<sup>20</sup>. En d'autres lieux, en d'autres circonstances, il avait fourni d'autres chiffres, il est vrai, mais jamais il n'a parlé de 50 %... Le chiffre d'analphabétisme n'était jamais donné par les procastristes français comme une information sur la société : il était supposé opérer comme argument politique et, les années passant, ce chiffre devint un facteur classant : à droite, on citait ce pourcentage tandis qu'à gauche (à quelques exceptions notables près), on l'augmentait. Comme si la Révolution, pour être justifiée, devait avoir lieu dans des pays arriérés, misérables, analphabètes.

En fait, toutes les données sont truquées, sont des enjeux :

le chômage – mais partout cette réalité est polémique –, la mortalité infantile – ce qui est déjà plus étonnant car cela revient à nier complètement le rôle de la médecine, de ses progrès, et à faire de la santé un fait *purement* politique –, mais aussi le nombre des voitures en circulation sous Batista : ce chiffre aussi fut gonflé pour prouver que le pays était américanisé, pourri, abîmé par l'individualisme... Puisque sur un point anodin, peu chargé de passion à nos yeux, il y eut truquage, on comprend que le nombre des morts au cours des luttes qui déchirèrent Cuba de 1956 à 1958 ait été l'objet de manipulations grossières; c'est toute l'opposition à Batista, et pas seulement les castristes, qui avait lancé le chiffre de 20 000 morts. Fidel Castro a prudemment parlé, dans son rapport au I<sup>er</sup> Congrès du P.C. cubain, d'un nombre « incalculable » de victimes (p. 35). Les intellectuels et journalistes français ont martelé sans fin le chiffre truqué de 20 000 morts. Les spécialistes s'accordent pour conclure que le chiffre de 2 000 morts est un grand maximum. On a tenté, à notre tour, une évaluation en utilisant des sources publiées au tout début du castrisme, en les confrontant à la masse des chiffres donnés lors de cérémonies pour les victimes, en 1960 et 1961 (enterrements, inauguration de plaques commémoratives portant des listes de noms, etc., célébration des anniversaires), en « corrigeant » afin de tenir compte de données moins précises mais correspondant à des faits attestés (par exemple, des repréailles contre des paysans) : on n'atteint pas le total de 2 000. Ces luttes ont dû causer de 1 500 à 1 600 morts, cette réalité est déjà horrible. Il faut tenter d'imaginer l'état d'esprit collectif lorsqu'en février 1958, mois particulièrement tragique il est vrai, on put décompter, nommer, 110 morts et de nombreux blessés, majoritairement très jeunes. Il n'est pas besoin d'augmenter ce cauchemar pour condamner le régime de Batista. Non seulement le chiffre de 20 000 morts est faux, mais il était accompagné de commentaires qui empêchaient de concevoir ce qui s'était passé : les récits procastristes parlent de victimes de Batista, de personnes « assassinées » par Batista. Or les morts avaient toutes les origines : policiers et militaires tués par des opposants, opposants à Batista tués au cours d'actions précises ou assassinés par la police hors de toute action, militants politiques pro-Batista ou personnes accusées

de trahison, assassinées par le Mouvement du 26 juillet (M-26) – mouvement de Castro –, maquisards castristes et militaires tués au cours d'embuscades dans la Sierra Maestra, paysans victimes des représailles de l'armée.

Pourquoi les intellectuels et journalistes français ont-ils parlé de 20 000 victimes de Batista : par manque d'imagination? par légèreté? par fanatisme? Ces deux dernières attitudes s'accordent mieux qu'on ne le croit, font partie d'une attitude globale : vouloir un Bien absolu et un Mal absolu, ou comme l'écrit Kolakowski, le royaume du salut total ou le royaume du mal total. Les révolutionnaires « pensent conformément au principe " tout ou rien " <sup>21</sup> ». Si le pouvoir révolutionnaire ne fit pas calculer ce nombre que Fidel Castro déclara donc incalculable, c'est que cela l'arrangeait, cela « autorisait » une répression violente. Castro a jugé que cette violence était unificatrice, d'où la tenue de certains procès devant les foules immenses, consentantes, compromises. Cette volonté d'utiliser les ressentiments, les haines et les douleurs a été très patente dans une journée qui fut dite « Journée de la Justice » et qui ne pouvait qu'être ce qu'elle fut : « une journée de la vengeance ». Le journaliste Francisco Parès qui, de Cuba, publia quelques articles dans *Le Monde*, parla d'un « procédé démagogique » et d'une « erreur politique ». L'article était titré : « Fidel Castro aurait pu éviter de faire plébisciter par la rue/une répression largement soutenue par l'opinion » (31 janvier 1959). Ce n'était pas une « erreur » ou une maladresse : Fidel Castro voulait prouver à l'opinion internationale que cette répression n'était pas de son fait, que le peuple la demandait. Les intellectuels de gauche ont accepté de croire aux crimes « incalculables » de Batista et dès lors de justifier, de trouver normal le rétablissement de la peine de mort et son utilisation massive, « nécessaire ». Fidel Castro a parlé dans diverses allocutions d'un peu plus de 600 « batistianos », exécutés de janvier à mai 1959. Sartre, qui n'était pas un méchant homme, commenta plus tard : « Quelques hommes ont été condamnés à mort, comme chez nous en 1945. » Puis il se plaignait de l'utilisation que la télévision américaine avait faite de certaines images, sans se demander pourquoi Fidel Castro avait fait filmer des exécutions, des coups de grâce, des cadavres : « On a montré un grand Noir qui avait peur, qu'on inter-

rogeait puis qu'on fusillait. Ce n'est jamais très joli une exécution. C'est comme cela qu'on a introduit Castro en Amérique » (*L'Express*, 20 avril 1961). Mais comment Sartre expliquait-il les photos de cadavres dans *Bohemia*, les articles jubilants, les appuis quotidiens, dans *Revolución*, journal du M-26? La lecture de ce journal quasi officiel de la Révolution naissante plonge dans la stupeur : jour après jour, semaine après semaine, des grands titres annoncent avec satisfaction les procès et les exécutions et appellent à plus de rigueur. Sartre a raison : ce n'est jamais « très joli » une exécution. Mais réclamer davantage d'exécutions, était-ce très joli? Or les premiers mois de la « fête cubaine » ont été littéralement occupés, dominés par les exécutions qui en 1960 et pendant la première partie de 1961 aussi furent à peu près quotidiennes<sup>22</sup>. Simone de Beauvoir montra, face à ces exécutions, une détermination virile : après avoir évoqué « plus de 20 000 personnes » tuées sous Bastita, elle parlait d'« un » procès public aboutissant à « environ deux cent vingt condamnations à mort », ce qui était, selon elle, une « nécessaire épuration<sup>23</sup> ». Notons que le 19 mars 1959, l'éditorial de *Revolución* parlait (déjà) de « quelque 400 exécutions » et le voyage de Simone de Beauvoir eut lieu un an plus tard... Si Sartre avait été un peu gêné et Simone de Beauvoir, sans émotion, Françoise Sagan exprima de l'admiration pour la « modération » de Fidel Castro. « Pour en revenir à l'humanité de Castro, il faut bien ajouter ceci : il a horreur du sang. Les fameux procès à ciel ouvert dont on parla tant, la fameuse photo du lieutenant Untel embrassant ses enfants une dernière fois, qui fit pleurer tant de bons cœurs, tout cela se résume en un chiffre : 600 exécutions. Je ne dis pas que c'est peu », mais elle « rappelait » les « crimes » de ces hommes, et elle rassurait le lecteur : chacun des condamnés avait été « formellement » reconnu par des témoins et un tribunal militaire (la phrase n'a évidemment aucun sens : dans des cas nombreux on avait retrouvé des cadavres, les assassins étaient partis depuis longtemps; quant à la « reconnaissance » par un tribunal d'exception, voilà une innovation). S'étant réconfortée, Françoise Sagan concluait : « que Castro soit arrivé à ne donner à la vengeance d'un peuple écrasé depuis six ans que 600 responsables représente un joli tour de force » (*L'Express*, 11 août 1960).

Il fallait réécrire le passé pour rendre le présent radieux. Et cette réécriture qu'on suggérait aux visiteurs leur était d'autant plus aisée qu'ils ne connaissaient pas l'histoire de Cuba et qu'elle ne leur importait pas. Ils avaient trouvé de quoi fuir la « misère » de l'Europe, et ce qui les fascinait, c'était ce pouvoir fort, et *pour eux* familier, amical, « pouvoir » avec qui on allait à la chasse, qui vous promenait dans sa jeep, dînait devant vous ou avec vous, vous donnait une claque dans le dos et disait : je vous cherchais, c'est important ce que vous faites, etc. Les journalistes perdirent la tête de se savoir « lus », connus et appréciés de Fidel Castro. « Fidel sait que vous êtes ici. Il n'a pas oublié les articles que vous avez publiés au temps de la dictature <sup>24</sup> », s'entendit dire Claude Julien qui transmit cette « information » à ses lecteurs. « Au bout du village, (...) Fidel Castro, à moitié allongé, mangeait une orange. Il se leva (...). Oui, c'était vrai, il avait lu mon livre et voulait m'en parler tranquillement <sup>25</sup> », écrivait K.S. Karol. Bien sûr, Fidel Castro a traité aussi flatteusement tous ceux qui allaient, ou pouvaient parler de lui. « Fidel a beaucoup aimé votre lettre », téléphonait-on au journaliste américain Lee Lockwood <sup>26</sup>, avant de lui transmettre – enfin – un rendez-vous avec Castro. « Nous pourrions courir de gros risques avec vous », énonça Castro en encourageant Tad Szulc à écrire et en lui faisant croire qu'on lui confierait des révélations <sup>27</sup>. Et comme Jean-Paul Sartre avait été heureux d'être reçu dans le « Rambouillet » cubain, d'y dormir ! *Revolución*, saluant l'arrivée du philosophe à La Havane, expliqua que la « qualité » des principes et la signification de la Révolution cubaine étaient « démontrées » par la visite et l'enthousiasme de : Hemingway, Zavattini, Waldo Frank, Roger Caillois, Gérard Philippe, etc. Le journal invitait le peuple, les artistes et les écrivains cubains à « ne pas ménager leurs efforts » pour fêter les illustres invités du gouvernement car ils exposeraient, ensuite, leurs opinions <sup>28</sup>. Les invités, totalement pris en charge, choyés, couverts d'éloges, ne voyaient, n'entendaient que le pouvoir : ils rapportèrent ce qu'on leur avait dit comme s'ils transmettaient des informations, une opinion qu'ils se seraient formée. Mais Sartre avoua sentencieusement qu'il avait dû lire un discours d'Oscar Pino Santos, fonctionnaire de l'I.N.R.A. (Institut national de la réforme





L'ARPEUTEUR

## Jeannine Verdès-Leroux

« - Tous les hommes ont droit à tout ce qu'ils demandent...

- Et s'ils demandent la lune ? dis-je, sûr de la réponse.

Il reprit son cigare, vit qu'il était éteint, le laissa et se tourna vers moi :

- S'ils demandent la lune, c'est parce qu'ils en ont besoin.

J'ai peu d'amis parce que j'attache une grande importance à l'amitié. Après cette réponse, je compris que lui, Castro, était devenu l'un d'eux. » Sartre rapporta ainsi l'un des nombreux dialogues qu'il avait eus, en 1960, avec Castro. C'était, croyait-il, la naissance d'un régime vraiment nouveau : non le vieux socialisme qui avait failli (le rapport Khrouchtchev était alors tout proche) et qui ne promettait, de toute façon, que du pain et des roses, mais un monde où TOUT était possible.

Les promesses de Castro étaient sans limites, mais très vite, à coups de répression et de séduction, en manipulant l'enthousiasme et en mobilisant de force les tièdes, il bouleversa la petite société cubaine : rétablissement de la peine de mort, police politique puissante, suppression de la liberté de presse, du droit de grève, syndicat comme courroie de transmission, appropriation par l'Etat de la quasi-totalité des terres, rationnement, multiplication des catégories de « délinquance »... : tout cela s'étalait au grand jour dans la presse officielle cubaine. Mais les intellectuels révolutionnaires ne lisaient pas et, invités choyés du régime, ils ne voyaient pas les Cubains ; ils écoutaient seulement Castro et ils revenaient éblouis : là-bas, on pouvait demander la lune. Ce livre retrace la vraie prise du pouvoir, en ponctuant le récit des événements majeurs par la version illuminée d'intellectuels connus. Qu'est-ce qui séduisait les intellectuels dans ce régime qui avait détruit tout ce qu'ils disent vouloir ? C'est à cette question que répond, finalement, ce retour sur l'histoire de Cuba.

## LA LUNE ET LE CAUDILLO

Le rêve des intellectuels et le régime cubain  
(1959-1971)



9 782070 780181

A 78018 ISBN 978-2-07-078018-1

Extrait de la publication

En couverture :  
Photo : © Liliane Siegel

89-XI

